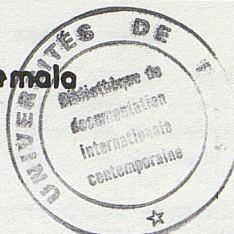


Informations du Guatemala



5° année / N°231

du 31 juillet au 6 août 1987

POLITIQUE

Cerezo : Le sommet ne doit pas susciter de faux espoirs
L'URNG déclare une trêve unilatérale
Le gouvernement rejette à nouveau le dialogue
Démission du ministre des Affaires étrangères
Le GAM rencontre le président
Un expert des droits de l'homme au sujet du Guatemala
Le maire d'Atlanta en visite officielle

ECONOMIE

Mise en chantier d'un plan de réorganisation nationale

INSURRECTION

L'armée perd des hommes

MOUVEMENT POPULAIRE

Le corps enseignant appuie le GAM

SITUATION SOCIALE

Intoxication massive

DROITS DE L'HOMME

Des paysans assassinés
Deux personnes enlevées retrouvées mortes
Des syndicalistes menacés de morts

REFUGIES

La FAO assiste les réfugiés au Mexique

40P. 12315

POLITIQUE

CEREZO : LE SOMMET NE DOIT PAS SUSCITER DE FAUX ESPOIRS

Dans une lettre ouverte datée du 3 août, Vinicio Cerezo, président du Guatemala, a rappelé que les rencontres des présidents centraméricains et de leurs ministres des Affaires étrangères s'insèrent dans un processus de concertation plus général. Elles ne doivent en aucun cas susciter de faux espoirs.

"Ce ne sont ni les affirmations, ni la volonté d'une personne ou d'un pays qui permettront d'établir la paix dans la région", a déclaré le président pour qui le second sommet d'Esquipulas ouvre de nouvelles perspectives de concertation.

Le 1er août, le vice-président Roberto Carpio a rendu public le programme du sommet : deux sessions de travail les 6 et 7 août ainsi qu'une conférence de presse de clôture.

L'URNG DECLARE UNE TREVE UNILATERALE

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a décrété dans un communiqué diffusé le 1er août une trêve unilatérale des actions militaires offensives entre les 3 et 8 août. Cette démarche se veut une démonstration d'appui aux efforts déployés pour établir la paix en Amérique centrale.

On a appris par la station de radio "Voz popular", expression de l'URNG, que les forces insurgées avaient combattu des soldats guatémaltèques armés de fusils M-16. Ceci démontre que l'aide fournie au pays par les Etats-Unis est de nature militaire et offensive.

L'URNG dénonce également le recrutement forcé de jeunes dans l'armée dans le département de Totonicapan (ouest du pays). Elle qualifie de "sinistre plaisanterie" l'attitude du président Cerezo face aux membres du groupe d'appui mutuel des familles de disparus.

LE GOUVERNEMENT REJETTE A NOUVEAU LE DIALOGUE

Au cours d'une déclaration à la presse le 30 juillet, le président Cerezo a écarté toute éventualité de dialogue avec le commandement général de l'URNG, tant que celui-ci conservera des armes. Selon le président, l'insurrection doit se plier aux lois. Si elle désire intervenir dans le processus politique guatémaltèque, elle peut former un parti politique.

Cerezo a assuré que la commission d'enquête sur le sort des milliers de portés disparus au Guatemala "n'accuserait personne". Elle devra être de caractère strictement gouvernemental et "n'émettre aucun jugement de valeur sur le comportement de qui que ce soit".

DEMISSION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Le 30 juillet, Mario Quinonez Amezcuita, ministre des Affaires étrangères, a fait part de sa démission à dater du 15 août, après le sommet des présidents centraméricains.

Les raisons de cette démission seraient "personnelles et d'ordre professionnel". Sa décision est également motivée par ce "qui va se passer après le sommet d'Esquipulas".

Cerezo a confirmé la démission de son ministre et annoncé que son successeur serait choisi parmi cinq représentants de la démocratie guatémaltèque, dont le ministre de l'Intérieur, le président du Congrès et deux députés.

LE GAM RENCONTRÉ LE PRÉSIDENT

Le Groupe d'appui mutuel aux familles de disparus a été reçu durant une demi-heure par le président Cerezo. Le 4 août Nineth de Garcia, président du groupe, a déclaré n'avoir reçu aucune garantie quant à la commission d'enquête formée à ce sujet.

Le GAM a demandé la fixation d'une date pour la présentation du rapport d'enquête de cette commission et la participation des représentants de l'Eglise catholique, de la Croix rouge et de l'institution judiciaire. Le président Cerezo a fait savoir que la commission pourrait seulement enquêter, et non ester en justice. Il s'est engagé à étudier la présence d'un représentant d'un organisme international au sein de cette commission.

UN EXPERT DES DROITS DE L'HOMME AU SUJET DU GUATEMALA

Le 20 juillet à Genève (Suisse) l'Uruguayen Hector Gros Espiell a été nommé par Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, au poste d'expert des droits de l'homme pour enquêter sur le cas du Guatemala à partir du mois de septembre.

Thérèse Gastaud, porte-parole de l'ONU, a indiqué que Gros Espiell avait représenté son pays au conseil économique et social de l'Organisation. Il dirige actuellement l'Institut international des droits de l'homme en Amérique centrale, dont le siège se trouve au Costa Rica.

LE MAIRE D'ATLANTA EN VISITE OFFICIELLE

Andrew Young, maire de la ville d'Atlanta en Géorgie (Etats-Unis), ex-ambassadeur de son pays à l'ONU, est arrivé le 3 août au Guatemala pour une visite officielle de cinq jours. Plusieurs accords de coopération devraient être signés entre Atlanta et la police guatémaltèque.

Outre le président Cerezo, Young rencontrera Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, Alvaro Arzu, maire de la capitale, le colonel Julio Caballeros Seigne, directeur général de la police nationale, ainsi que les représentants des milieux d'affaires et de l'Eglise catholique.

ECONOMIE

MISE EN CHANTIER D'UN PLAN DE REORGANISATION NATIONALE

Le 1er août à Quezaltenango, le président Vinicio Cerezo a rendu publiques les grandes lignes du plan de réorganisation nationale (PREN) : encourager la création de cent mille nouveaux emplois dans le secteur privé, atteindre 2,5% de croissance réelle du produit intérieur brut, garantir les produits de première nécessité et les médicaments de base.

Le PREN est destiné à remplacer le PRES (plan de réorganisation économique et sociale) arrivé à son terme en juillet. Le nouveau plan devrait fonctionner jusqu'en décembre 1988. Neuf conseils nationaux sont chargés de trouver des solutions aux problèmes cruciaux : eau, irrigation, routes, terre, santé, éducation, habitat, alimentation, sécurité urbaine et encouragement à l'exportation.

INSURRECTION

L'ARMEE PERD DES HOMMES

Les forces de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont réalisé une embuscade et deux attaques contre les troupes gouvernementales entre les 29 et 31 juillet, dans les départements de San Marcos et du Peten. Elles ont également occupé un village dans ce dernier département pour y mener un travail d'intervention politique auprès des habitants.

Le 31 juillet, sept soldats ont été blessés ou tués dans la région du volcan de Tajumulco, San Marcos, à la suite d'une embuscade tendue par les insurgés. Le 29 juillet, une opération similaire a permis de toucher trois soldats dans la municipalité Sayaxché, El Peten.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE CORPS ENSEIGNANT APPUIE LE GAM

Le 1er août, le syndicat des travailleurs de l'Education au Guatemala (STEG) a rendu publique une pétition contre l'attitude du gouvernement démocrate-chrétien à l'égard des revendications du GAM. Le STEG exige "l'ouverture immédiate d'une enquête sur les disparus et le châtiement des responsables ... L'intérêt des forces obscur antistes et de l'armée de ralentir l'enquête sur le sort des disparus est à nouveau mis en évidence. Elles sont responsables d'enlèvements, de massacres, d'assassinats, de tortures, de violations des droits de l'homme".

Le 30 juillet, les travailleurs syndiqués de l'Inspection des finances ont quitté l'immeuble principal de cette institution, après un compromis partiel avec les autorités, qui se sont engagées à ne pas exercer de représailles.

Dans un document, les occupants ont fait savoir qu'ils maintenaient néanmoins leurs revendications.

SITUATION SOCIALE

INTOXICATION MASSIVE

Selon la presse du 4 août, vingt personnes sont mortes et une centaine ont été intoxiquées après avoir consommé des fruits de mer contaminés par des substances chimiques dans les départements de Escuintla, Retalhuleu et Suchitepequez.

Selon les autorités locales, l'intoxication des fruits de mer est due à l'action d'une substance chimique habituellement utilisée dans la fumigation des plantations de coton de la région.

DROITS DE L'HOMME

DES PAYSANS ASSASSINES

Les cadavres torturés de trois personnes non identifiées ont été trouvés le 30 juillet au km 239 de la route reliant les villes de Quezaltenango à Huehuetenango.

Clementino Vega Reynoso, 21 ans, a été tué par balle dans le village de Pital, municipalité de Santa Maria Ixhuan, dans le département de Santa Rosa. Des inconnus l'ont agressé sur un terrain voisin de sa propriété.

DEUX PERSONNES ENLEVEES RETROUVEES MORTES

L'un des trois cadavres trouvé le 29 juillet sur la route interaméricaine a pu être identifié. Il s'agit de Juan Vinicio Bartolo Bail, 23 ans, qui avait été enlevé quelques jours auparavant à son domicile à Huitan, Quezaltenango.

Le 3 août, on a retrouvé le corps portant des traces de balles de Erick Rolando Castro Rivas ; il avait été enlevé le 31 juillet par des inconnus alors qu'il fêtait l'annonce de son prochain mariage dans la capitale.

Les corps torturés de Oliverio Carias Pineda et d'un inconnu ont été trouvés à l'entrée de la municipalité San Augustin Acasa-guastlan, département El Progreso. Les deux sont résidents de El Provenir, à Boca del Monte, département du Guatemala.

Francisco Javier Arevalo Escobar, directeur de l'école fédérale de Cuilapa, département de Santa Rosa, a été enlevé par un groupe

d'inconnus le 31 juillet.

Le même jour, José Leon Diaz Cop, 21 ans, a été enlevé dans la capitale par des hommes en armes. Sa mère, qui l'accompagnait à ce moment, a dénoncé les faits et accuse les forces de l'ordre du gouvernement.

DES SYNDICALISTES MENACES DE MORTS

Le 30 juillet, la Commission des droits de l'homme du Guatemala, CDHG, a dénoncé les menaces de mort proférées à l'égard de Arturo Romero, Sergio de Leon et Jaime Izaguirre, respectivement chargés du secrétariat général, des relations extérieures et des questions internes du Syndicat des travailleurs de l'Institut national de l'électrification. La CDHG rapporte 21 cas d'exécutions sommaires et deux enlèvements survenus entre le 17 mai et le 11 juin. Les cadavres des victimes présentaient tous des traces de tortures. Trois travailleurs agricoles et un employé de la direction générale des routes font partie des victimes.

La CDGH accuse les escadrons de la mort d'être l'auteur de ces crimes. Ils ont recommencé leurs activités "sous le contrôle de l'armée et avec la bénédiction de l'Etat", ce qui peut expliquer l'impunité dont ils jouissent.

REFUGIES

LA FAO ASSISTE LES REFUGIES AU MEXIQUE

Le 31 juillet, le bureau de presse des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a fait savoir que les réfugiés au Mexique, au Pakistan, en Somalie et au Honduras recevraient une aide alimentaire d'urgence au titre du programme mondial d'alimentation. En ce qui concerne les réfugiés guatémaltèques au Mexique, l'aide consistera en 1 190 tonne de maïs, 397 kg haricots noirs, 119 de lait en poudre, 119 de viande en conserve et 80 d'huile végétale.